



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

bulletin SNCF – secteur Strasbourg

17 octobre 2024

Budget 2025 : à nous de faire payer les riches

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser ! Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour

atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition !

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros ! En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires.

Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

Allumer le feu

La locomotive du TGV spécial qui transporte les parlementaires européens entre Bruxelles et Strasbourg a pris feu en gare de Strasbourg jeudi dernier. Il y a eu une explosion, puis un gros nuage de fumée et le train a été évacué. L'électricité a été coupée et une bonne partie de la circulation a été bloquée le temps de régler le problème. L'an dernier, un problème d'aiguillage envoyait les parlementaires à Disneyland par erreur. A Strasbourg, ils ont carrément droit au son et lumière. Avec tout ce qu'on fait pour eux, bizarre qu'ils continuent à voter tant de lois pour démanteler le chemin de fer.

A la lumière de l'incendie

La pagaille sur les rails qui a suivi l'incendie du Thalys a révélé tous les problèmes d'organisation qu'on dénonce à longueur d'année. Le COP était coulé, ne sachant plus où étaient les trains ni les cheminots qui devaient les faire. Comme souvent, les ASCT n'étaient pas mieux informés que leurs voyageurs. Les collègues du PAI surchauffaient plus que la locomotive en feu et les agents d'escale ne savaient plus où donner de la tête. Un concentré de ce que la direction nous fait vivre au quotidien.

Les fins limiers

Suite à cet incident, la direction a décidé de mener l'enquête. Pour découvrir comment la séparation des activités et le sous-effectif nuisent à l'organisation du travail ? Pas du tout. Elle cherche à déterminer s'il était bien nécessaire de couper le jus dans la caténaire. Quand on voit des boules de feu et des flammes c'est pourtant le réflexe adéquat. On a hâte de lire les conclusions d'une enquête qui commence comme ça. S'ils en sont à remettre en cause les procédures de sécurité plutôt que leur organisation, pas besoin d'être Sherlock pour deviner qu'il n'en sortira aucune solution.

Nouveau ministre, nouveau modèle

La semaine dernière, le ministre des Transports nous a fait l'honneur d'une visite. Il s'est rendu au PAI avec courtisans et gardes du corps pour dévoiler à la presse ses « ambitions pour le train ». Évidemment, il ne s'est pas approché des cheminots, mais grâce à France Bleu Alsace on a quand même compris l'idée. Le nouveau ministre plaide pour « une alternative au train » et propose un « nouveau modèle » : le car. Pour la nouveauté, on repassera. Dix ans après les

cars Macron, on nous ressort toujours les mêmes recettes pour limiter les coûts. Dommage que le ministre ne soit pas venu jeudi, il aurait pu voir par lui-même à quoi ressemble un chemin de fer aux coûts limités.

Sécurité patronale

Au TCB la direction, compte mettre en place un nouveau dispositif de sécurité autonome. Encore une fois le but est de mettre la faute sur l'agent s'il se blesse ou pire s'il se met en arrêt suite à un accident. Pourtant c'est la direction qui nous impose des conditions de travail dangereuses : l'encombrement des chantiers, les fuites d'eau sur les tableaux électriques, la charge de travail en dents de scie qui nous force à courir, etc.

La force des travailleurs

Depuis les vacances estivales on a pu observer sur le secteur TGV Est des Volontaires Accompagnateur Occasionnel. Qu'est-ce que c'est ? Des agents, quand ce ne sont pas carrément des chefs, qui après environ 8 jours de formation peuvent jouer les ASCT lors de périodes de congés mais surtout pendant les mouvements sociaux. Le tout en pouvant être payé 50€ de l'heure. La direction a donc bien conscience de notre force lorsque nous faisons grève, que nous luttons pour de meilleures conditions. À nous de lui donner raison !

Justice de classe

Le 14 novembre 2015, lors d'une marche d'essai, une rame TGV déraillait à Eckwersheim faisant 11 morts et 42 blessés. Le verdict est tombé jeudi dernier : la SNCF écope de 400 000€ d'amende, Systra (société d'ingénierie ferroviaire) 225 000€, SNCF Réseau 150 000€, le cadre traction de 15 mois de prison avec sursis et le conducteur de 7 mois avec sursis. L'accident aurait été causé par l'impatience, l'empressement et l'absence de vigilance des entreprises pour ouvrir le second tronçon LGV Paris-Strasbourg au service commercial. Comme toujours la direction a priorisé les profits sur la sécurité et comme toujours les directeurs et autres donneurs d'ordres n'ont pas été embêtés !